

Note de synthèse n° 2

Impact sur la santé mentale - Acceptabilité d'un futur vaccin

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Deux fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la seconde vague (1005 enquêtés, interrogés du 31 mars au 2 avril), réalisée donc après deux semaines de confinement, et revient sur certains aspects encore inexploités de la vague 1 : les troubles du sommeil, les signes de détresse psychologique, la proximité personnelle au COVID-19, l'acceptabilité d'un vaccin contre le COVID-19, et enfin le pronostic sur la durée de l'épidémie.

Après deux semaines de confinement, 74 % des adultes rapportent des problèmes de sommeil, la moitié d'entre eux estimant qu'ils sont apparus avec le confinement. Six fois sur dix, ces problèmes ont un impact sur la vie quotidienne. Cet impact est socialement différencié, mais il est aussi particulièrement aigu chez les jeunes adultes. Le confinement et le contexte dans lequel il a été mis en place semblent avoir entraîné à la fois une dégradation du sommeil et une réaction anxieuse au sein de la population, soulignant la dimension probablement traumatique de ce contexte et du confinement. D'ailleurs, 37 % des enquêtés présentent des signes de détresse psychologique. Cette détresse semble particulièrement élevée chez les jeunes hommes, et elle est nettement plus fréquente au sein des milieux défavorisés. En outre, 1 % des enquêtés déclare avoir eu une infection au COVID-19 confirmée par un test biologique ou un médecin, 9 % pensent avoir déjà été infectés sans que cela ait été confirmé, et les personnes qui rapportent avoir été infectées présentent plus souvent des signes de détresse psychologique.

Si un vaccin contre le COVID-19 était disponible, 26 % des adultes français le refuseraient, refus plus fréquent parmi les femmes, les 26-35 ans et en milieu populaire. Même si un tel refus concerne moins souvent les plus âgés, le fait que 22 % des plus de 75 ans refuseraient le vaccin pourrait néanmoins inciter les pouvoirs publics à cibler cette population lors de la mise en place d'une campagne de prévention. Enfin, en ces premiers jours d'avril, la moitié des Français estime toujours que l'épidémie ne sera pas encore terminée d'ici le mois d'août.

Un fort impact sur le sommeil des Français, surtout les jeunes adultes.

Trois adultes sur quatre rapportent des problèmes de sommeil. Le sommeil est un facteur d'équilibre physiologique et métabolique crucial, quel que soit notre âge et notre état de santé. Une question sur les troubles du sommeil au cours des 8 derniers jours a donc été posée afin de comparer leur prévalence pendant la période de confinement aux données observées ces dernières années en population générale. En l'occurrence, les résultats des Baromètres santé menés entre 1995 et 2017 suggèrent une certaine stabilité de la prévalence de ces problèmes, entre 43 et 49 %.

Les problèmes de sommeil ressentis au cours des huit derniers jours, pendant la période de confinement, sont déclarés par 74 % des Français : 50 % disent en avoir connu « un peu », 24 % « beaucoup ». Cette répartition était de 34 % « un peu » et 12 % « beaucoup » en 2005. Plus de la moitié (53 %) des personnes qui **déclarent des problèmes de sommeil estiment qu'ils en ont davantage depuis le confinement.**

Les femmes apparaissent plus touchées que les hommes, en particulier dans les formes plus intenses : 31 % d'entre elles se plaignent de beaucoup de problèmes de sommeil, contre seulement 16 % des hommes. Contrairement à ce qui est habituellement observé au sein de la population générale, **les jeunes adultes déclarent un peu plus souvent que leurs aînés de tels problèmes** (78 % des 18-35 ans versus 72 % des 35 ans et plus). Par ailleurs, ils déclarent plus souvent que les autres que ces troubles sont apparus ou se sont amplifiés avec le confinement (59 %, contre 51 % pour leurs aînés). Ce résultat suggère que les jeunes adultes constituent une population plus vulnérable aux conditions particulières de cette période de confinement et de crise sanitaire. Il est possible que la crainte d'un avenir bouleversé soit plus forte parmi eux.

Les plus démunis dorment moins bien. Les personnes qui rapportent des difficultés financières et celles en recherche d'emploi souffrent nettement plus souvent de troubles du sommeil (respectivement 78 % et 93 %). La crise sanitaire se double d'une crise économique dont les conséquences sont encore plus marquées dans ces catégories de population (Cf. note de synthèse N°1). Des conditions de logement défavorables (promiscuité, notamment) sont perturbatrices du sommeil.

Ces troubles de sommeil apparaissent sévères. Pour 62 % des personnes concernées, ils ont un retentissement dans les activités quotidiennes, par la gêne qu'ils entraînent.

Là encore, les 18-35 ans (71 %), les personnes en difficulté financière (70 %) et les chômeurs (77 %) se distinguent par des niveaux plus élevés que les autres catégories de population. Enfin, 16 % des Français déclarent avoir pris des médicaments pour dormir au cours des 12 derniers mois, 41 % d'entre eux (soit 7 % de l'ensemble des Français) y ayant eu recours depuis le début du confinement. La prise de produits pour aider à dormir apparaît plus fréquente parmi les femmes (18 % contre 13 % parmi les hommes), en cohérence avec des fréquences plus élevées de troubles du sommeil déclarés. A cause des dépendances et des effets secondaires éventuels qu'une telle médication peut induire, cette solution à court terme, peut faire craindre un possible retentissement « post-traumatique » à long terme de cette crise sanitaire sur le sommeil des Français.

Plus d'un Français sur trois présente des signes de détresse psychologique.

37 % des enquêtés présentent des signes de détresse psychologique. Le confinement actuel et la menace sanitaire du COVID-19 sont susceptibles d'avoir un fort impact psychologique sur la population. Les deux premières vagues de COCONEL permettent de repérer les situations de détresse psychologique à partir de questions qui couvrent les quatre dernières semaines (échelle MHI-5). La détresse psychologique indique la présence de symptômes psychologiques au-dessus d'un certain seuil de fréquence et d'intensité. Les personnes souffrant d'une détresse psychologique ont un risque accru de troubles psychiatriques, en particulier anxieux, dépressifs et liés au stress post-traumatique. Globalement, 37 % des enquêtés présentent des signes de détresse psychologique, sans variation significative entre les deux vagues : à ce stade du confinement, la situation semble stable.

Une détresse particulièrement élevée chez les jeunes hommes. Sur l'ensemble de ces deux vagues, cette détresse psychologique est plus fréquente parmi les femmes (42 %, contre 32 % des hommes), avec des variations selon l'âge sexuellement différenciées (cf. Figure 1) : pour les hommes, elle décroît quand l'âge augmente, tandis que pour les femmes elle est plus fréquente entre 36 et 45 ans, avant de décroître également. Ces résultats diffèrent sensiblement de ceux observés en population générale dans le Baromètre 2017 : dans ce dernier, non seulement les prévalences observées étaient plus faibles (13 points de moins pour les hommes, 8 de moins pour les femmes), mais en outre on retrouvait une distribution par âge en

cloche pour les deux sexes. Nos résultats suggèrent donc que **la détresse psychologique observée pendant le confinement serait particulièrement élevée chez les jeunes hommes** (pour les hommes de 18-25 ans l'écart avec le baromètre 2017 est de + 25 points). Toutefois, la comparaison précise des chiffres est délicate, car les protocoles de recrutement, les thématiques et les modes de collecte des deux enquêtes diffèrent.

Cette détresse psychologique est aussi socialement différenciée. Sa prévalence atteint 55 % pour les enquêtés qui ont les plus bas revenus, contre 22 % pour les plus aisés¹, et également 55 % pour ceux qui rapportent des difficultés financières dues au confinement. La vague 1 de l'enquête permet aussi d'analyser la détresse psychologique en regard des conditions de logement : 58 % des enquêtés

qui vivent dans un logement surpeuplé² présentent des signes de détresse psychologique (contre 34 % des autres). La comparaison avec les dernières données collectées en population générale en 2017 suggère une nette dégradation de la santé mentale au cours du confinement. Cette situation est d'autant plus inquiétante que, selon d'autres sources d'information, beaucoup de patients renoncent à consulter un médecin du fait du confinement. Si cette situation perdure encore plusieurs semaines, elle pourrait favoriser la survenue de pathologies psychiatriques sévères, et un rebond de la demande de soins en levée de confinement, auquel il convient de se préparer. Les prochaines vagues de COCONEL s'attacheront donc à suivre cet indicateur.

¹ Le total des revenus du ménage a été divisé par le nombre d'unités de consommation au sein de celui-ci, qui prend en compte à la fois sa taille et sa composition. Le premier quartile de la distribution de ce revenu du ménage par unité de consommation correspond aux ménages qui ont les plus bas revenus, et le dernier quartile aux ménages les plus aisés.

² moins de 18m² par personne, ou moins de 25m² pour une personne seule.

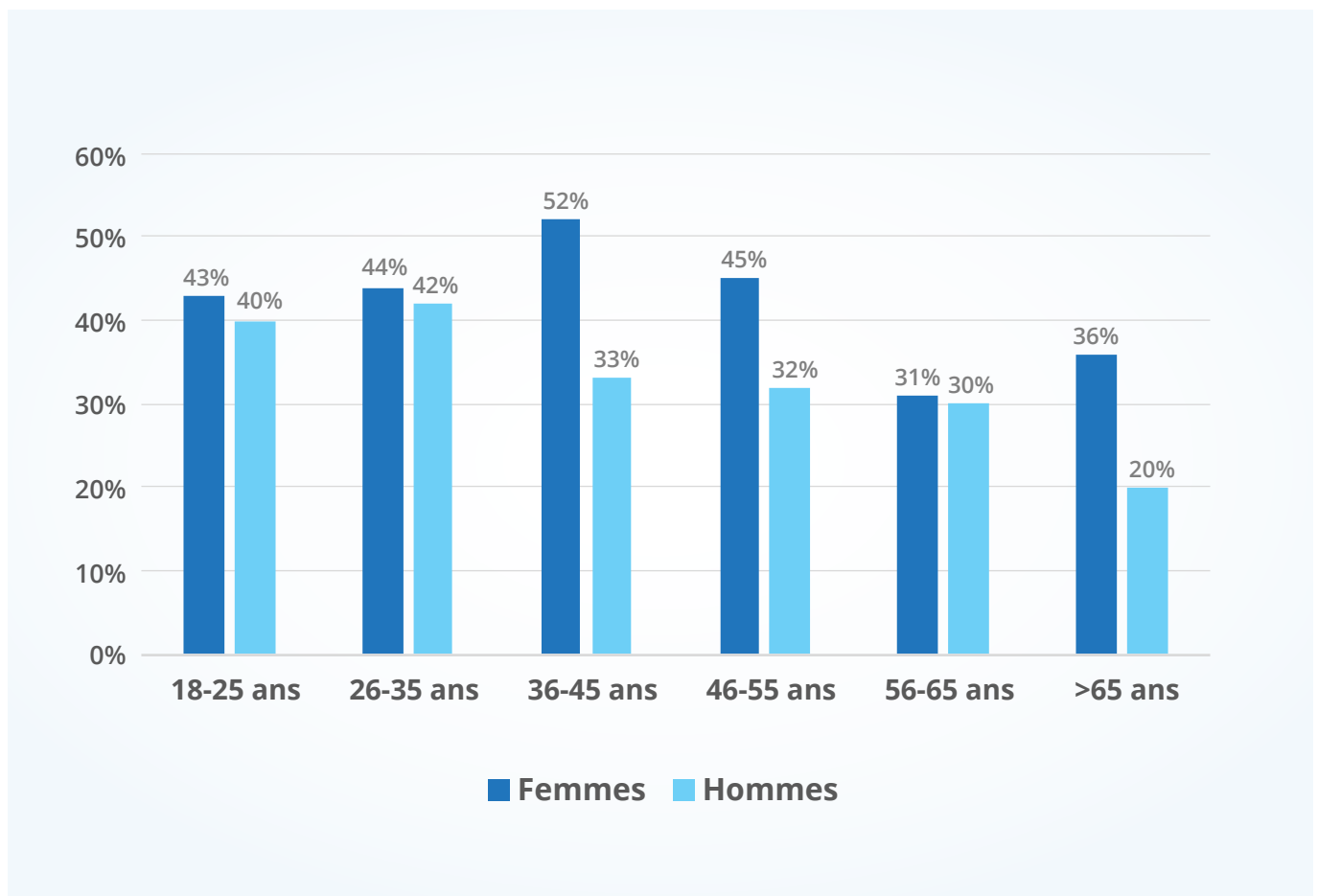


Figure 1. Signes de détresse psychologique selon le sexe et l'âge. Enquête COCONEL, vague 2, 31 mars-2 avril 2020.

Proximité personnelle au COVID-19. Un Français sur dix pense avoir déjà été infecté par le COVID-19.

...Mais ça n'est généralement qu'une suspicion. Cette proximité est appréciée à trois niveaux : l'enquêté, son foyer actuel, ses proches (famille et amis). S'agissant des enquêtés eux-mêmes, **1 % déclare avoir eu une infection au COVID-19** confirmée par un test biologique ou un médecin, **9 % pensent avoir déjà été infectés sans que cela ait été confirmé**, en raison de leurs symptômes ou du fait de la proximité avec une personne ayant elle-même été infectée, tandis que 90 % n'ont pas eu de symptômes et ne pensent pas avoir été infectés. Au total, 77 % de ceux qui rapportent une infection avérée ou suspectée se disent aujourd'hui guéris. Enfin, **parmi ces cas avérés ou suspectés, 37 % jugent qu'il est possible qu'ils soient à nouveau infectés** d'ici la fin de l'épidémie, 48 % ne le pensent pas, 15 % n'ont pas d'opinion.

Au sein de leur foyer, 2 % des enquêtés rapportent au moins un cas confirmé d'infection au COVID-19. Enfin, 24 % des enquêtés ont un proche (famille, amis, collègue) qui est, ou a été, atteint par le COVID-19, **5 % déclarent qu'un proche a été atteint d'une forme grave**, 2 % que cette personne est décédée.

Les personnes qui disent avoir été infectées présentent plus souvent des signes de détresse psychologique : 46 % pour les cas avérés, 51 % pour les cas suspectés, contre 36 % pour les autres. Il en va de même pour celles qui mentionnent un cas dans leur foyer (41 %).

Retour sur la vague 1...

Des Français réservés à l'égard d'un éventuel vaccin...

Un quart des Français refuseraient de se faire vacciner. A court terme, la stratégie déployée face à l'épidémie vise à la ralentir grâce au confinement, et à trouver au plus vite un traitement efficace. A plus long terme, il s'agira de mettre au point un vaccin. Mais encore faut-il que ce vaccin soit accepté : si un vaccin contre le Covid-19 était disponible, 74 % des enquêtés de la première vague COCONEL accepteraient de se faire vacciner, et 26 % refuseraient. Ce refus est plus fréquemment exprimé par les femmes (31 %, contre 21 % des hommes), les employés et les ouvriers (33 % et 30 %, contre 25 % parmi les professions intermédiaires, 16 % parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures), ou encore par ceux qui estiment que le confinement est une mesure excessive par rapport à la gravité réelle de l'épidémie (38 %). Il est aussi lié aux comportements vaccinaux antérieurs : 11 % de ceux qui ont été vaccinés contre la grippe saisonnière cet hiver refuseraient ce vaccin, contre 32 % de ceux qui ne l'ont pas été. Enfin, du point de vue de l'âge, il concerne davantage les 26-35 ans (39 % d'entre eux déclarent qu'ils refuseraient ce vaccin). Toutefois, dans la mesure où le COVID-19 est plus dangereux pour les plus âgés, il est inquiétant de constater que, pour l'instant, 18 % des 66-75 ans et **22 % des plus de 75 ans refuseraient le vaccin.**

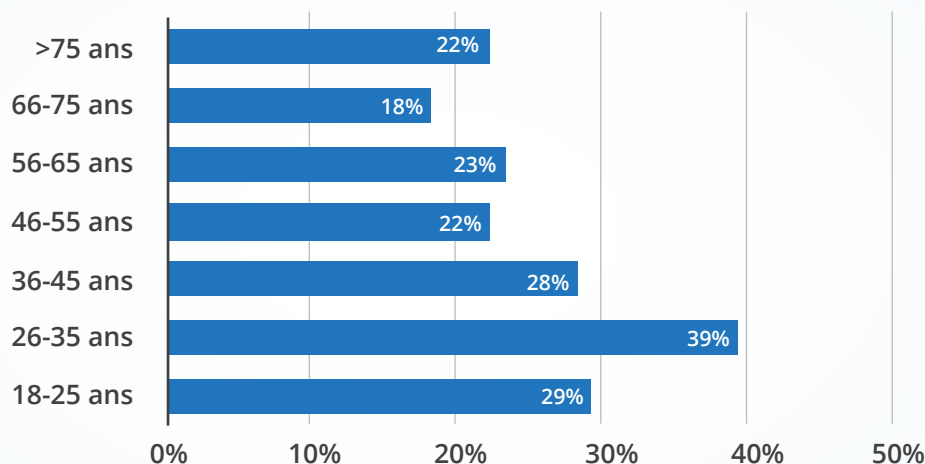


Figure 2. Proportion de Français qui refuseraient un vaccin contre le Covid-19 par tranche d'âge. Enquête COCONEL, vague 1, 27-29 mars 2020.

Pronostic sur la durée de l'épidémie : une sortie de crise toujours anticipée à la fin de l'été.

Enfin, le questionnaire de cette seconde vague s'achevait, comme celui de la première, par la question suivante : « *D'après vous, quand cette épidémie sera-t-elle véritablement terminée ?* ». Les réponses sont très stables : comme lors de la vague 1, les Français s'attendent à ce que l'épidémie dure encore quatre mois et demi, leurs pronostics variant entre un et quatorze mois, avec une médiane à 4 mois.

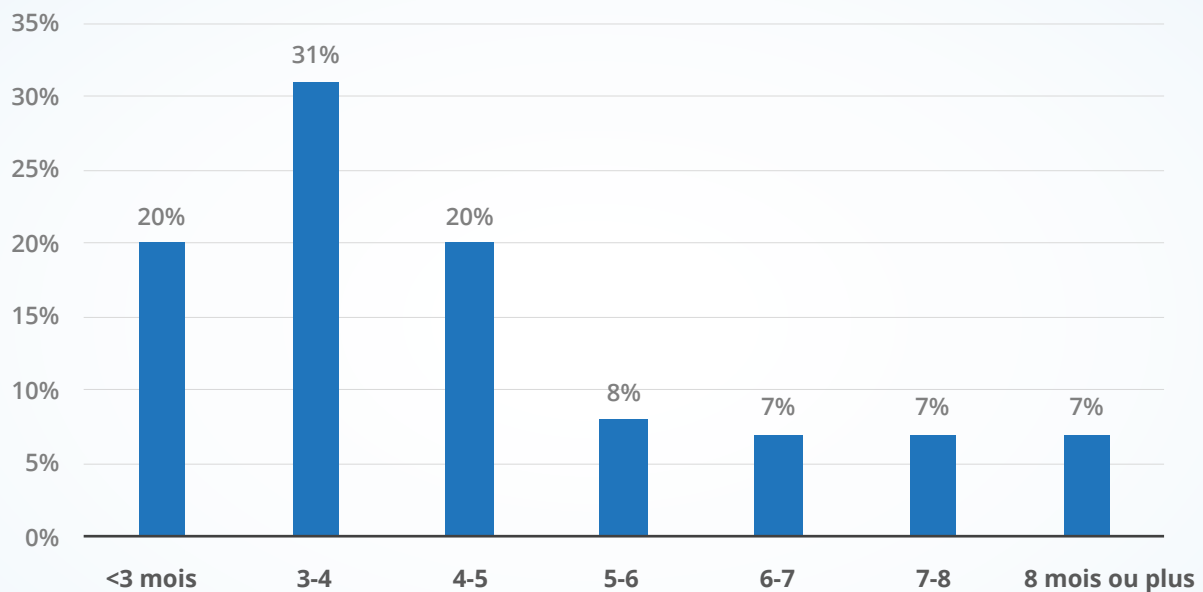


Figure 3. Pronostic sur la durée de l'épidémie (en mois). Enquête COCONEL, vague 2, 31 mars-2 avril 2020.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici : santé perçue et détresse psychologique (ces aspects seront suivis dans le temps), sorties et visites la veille de l'enquête, sociabilité distante (temps passé au téléphone et sur les réseaux sociaux), acceptabilité d'un éventuel vaccin contre le COVID-19.

La prochaine note s'intéressera aux sorties et à leurs variations depuis deux semaines, ainsi qu'aux thèses complotistes, tout en revenant sur les attitudes à l'égard du confinement.

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEditerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward et Damien Léger. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

